

Pour publication immédiate
Le 17 novembre 2023

Les étudiantes et étudiants rejettent la recommandation de hausser les droits de scolarité formulée par le groupe d'experts Blue Ribbon

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants-Ontario (FCÉE-O) est outrée par les recommandations du rapport du groupe d'experts, en particulier celle qui consiste à augmenter les droits de scolarité des étudiantes et des étudiants de 5 % en septembre 2024 et de 2 % ou de suivre chaque année l'indice des prix à la consommation. La justification selon laquelle les étudiantes et les étudiants doivent assumer leur part du fardeau financier des établissements postsecondaires déjà aux prises avec un sous-financement chronique en augmentant les droits de scolarité est non seulement ridicule, mais témoigne également d'un manque de vision et d'attention de la part du gouvernement à l'endroit des étudiantes et des étudiants. Pour cette raison, les étudiantes et les étudiants rejettent vigoureusement la recommandation du groupe qui souhaite augmenter les droits de scolarité.

Dans notre déclaration précédente au sujet du groupe d'experts, nous avons exprimé nos préoccupations à l'effet que nous ne sommes rien de plus que des conseillers et non des membres du groupe, alors que les étudiantes et les étudiants font partie des principaux intervenants dans notre système d'éducation postsecondaire. Depuis les années 1980, les droits de scolarité ont augmenté de manière exponentielle, au point où l'éducation postsecondaire est devenue inabordable. À l'heure actuelle, les étudiantes et les étudiants en Ontario paient déjà 1 100 \$ de plus en droits de scolarité que la moyenne nationale. Alors que la tentative de faire payer davantage les étudiantes et les étudiants pour compenser l'échec des politiques gouvernementales et l'absence d'aide financière attribuée à chaque étudiante et étudiant n'étonne personne, elle ne fait de réaffirmer notre position selon laquelle seule la participation directe des étudiantes et des étudiants permettrait d'améliorer notre système d'éducation postsecondaire. Sans la participation des étudiantes et des étudiants, le gouvernement continue de prendre d'autres mesures risquées qui mèneront à la privatisation du système d'éducation postsecondaire.

Dans le rapport, les motivations visant à abolir le gel des droits de scolarité pour contribuer ainsi à atténuer le fardeau que représente le coût exorbitant que doivent assumer les étudiantes et les étudiants étrangers n'est rien d'autre qu'une excuse performative. Jill Dunlop, ministre des Collèges et Universités, a également reconnu que les collèges et les universités dépendent de l'augmentation des droits de scolarité versés par les étudiantes et les étudiants étrangers afin de compenser les coûts. Malgré tout, aucune solution tangible ou promesse n'a été présentée par le gouvernement, puisqu'on n'a toujours pas réglementé les droits de scolarité des étudiantes et des étudiants étrangers, permettant ainsi aux collèges et aux universités d'exiger le montant qu'ils veulent.

« Comme nous l'avons toujours demandé, les étudiantes et les étudiants méritent un système d'éducation facile d'accès et nous savons que cette facilité repose sur une éducation gratuite pour toutes et tous, sur des subventions et non des prêts, ainsi que sur la justice en éducation pour toutes les étudiantes et tous les étudiants. Il est alarmant de constater, dans le rapport, qu'on continue d'insister sur le besoin d'un modèle efficace d'exploitation de nos institutions – les établissements postsecondaires ne sont pas des entreprises et on ne doit pas les traiter comme

si tel était le cas. Les étudiantes et les étudiants apportent déjà une contribution financière considérable au système d'éducation postsecondaire et jouent un rôle important en participant à la diversité et au caractère unique de nos collèges et universités – ce qui représente un aspect inestimable, mais également impossible à mesurer, » de dire Mitra Yakubi, présidente de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants - Ontario.

Comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, l'actuel modèle de financement de l'éducation postsecondaire n'est pas viable. Le gouvernement doit augmenter le financement accordé à chaque étudiante et étudiant et réduire les droits de scolarité pour s'efforcer ultimement d'éliminer ces droits pour l'ensemble des étudiantes et des étudiants. Les étudiantes et les étudiants en Ontario méritent de pouvoir étudier gratuitement. La gratuité scolaire représente l'unique façon de garantir l'accès à l'éducation pour tous. Un cadre de droits de scolarité qui prévoit des augmentations démontre qu'il est incapable de tenir compte de la réalité véritable des étudiantes et des étudiants de la province.

Les étudiantes et les étudiants de la province doivent déjà surmonter un nombre croissant de barrières et relever des défis, de sorte qu'on ne peut les abandonner et espérer qu'ils fassent les frais du refus du gouvernement de prioriser l'éducation postsecondaire. Les étudiantes et les étudiants continueront de s'organiser et de s'opposer à toute hausse proposée des droits de scolarité et nous continuerons de revendiquer auprès du gouvernement une éducation gratuite, subventionnée et de qualité non pas pour certains, mais pour l'ENSEMBLE des étudiantes et des étudiants.

La Fédération canadienne des étudiantes et étudiants de l'Ontario est la plus ancienne et plus vaste organisation dans la province, alors qu'elle représente au-delà de 350 000 étudiantes et étudiants à temps complet, à temps partiel, canadiens, étrangers, de premier cycle et des études supérieures.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements ou pour planifier une entrevue, veuillez communiquer avec :

Isobel McDonald, Relations avec le gouvernement et coordonnatrice des politiques,

i.mcdonald@cfsontario.ca ou

Mitra Yakubi, Présidente de la FCÉE--Ontario, m.yakubi@cfsontario.ca